

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1920.

Projet de loi relatif à l'augmentation des traitements des professeurs et des administrateurs- inspecteurs des Universités de l'État (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2) PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

Le projet de loi semble répondre à une pensée d'équité.

Cependant, au sein des Sections, des membres ont formulé des réserves : ils ont exprimé la crainte que la proposition ne créât un précédent dangereux et ne constituât, pour une catégorie de fonctionnaires ordinairement aisés, une faveur exceptionnelle que ne justifierait pas leur situation.

Nous pensons, après examen, que ces scrupules ne sont pas fondés.

Pour s'en convaincre, il faut considérer le mode tout spécial de rémunération que la loi accordait, jusque l'an dernier, aux professeurs et administrateurs d'universités.

Cette rémunération se composait de deux parts : l'une le traitement proprement dit ; l'autre, parfois la plus importante, le minerval.

En réalité les deux constituaient bien le traitement.

Mais, pendant la guerre, les universités étant fermées, il n'y eut plus de minerval ; de telle sorte que les professeurs durent se contenter de la partie fixe et parfois fort modeste de leur traitement.

Après la guerre, l'État a payé à tous ses fonctionnaires, comme arriérés, l'intégralité de ce qu'ils touchaient en vertu de leurs fonctions. Aux professeurs, grâce à l'anomalie qui vient d'être signalée, il n'a payé, comme arriérés, qu'une part seulement de ce qu'ils touchaient avant la guerre.

(1) Projet de loi, n° 27.

(2) La Section centrale, présidée par M. Carton de Wiart, était composée de MM. Van-Hoegaerden, Poncelet, Sap, Ernest, Fischer, Harmignie.

C'est évidemment une seconde anomalie.

Par la loi du 22 février 1919, le législateur a modifié le système de la rétribution des professeurs; il a supprimé le minerval et a relevé les traitements en proportion. Il a ainsi corrigé la première anomalie.

Il était juste de faire aussi disparaître la seconde et de donner aux professeurs une compensation à la perte que l'ancien système leur avait fait éprouver.

C'est le but du présent projet de loi.

Il propose de faire remonter au 1^{er} janvier 1917, c'est-à-dire à l'époque où la vie est devenue plus chère, les effets de la loi du 22 février 1919. Il veut ainsi mettre les fonctionnaires et administrateurs d'université sur le même pied que les autres fonctionnaires; il se borne en réalité à proposer que l'on considère comme faisant partie du traitement, la part de rétribution qu'ils touchaient sous le nom de minerval.

Ce n'est pas même, à proprement parler, une loi de rétroactivité, c'est plutôt une loi de régularisation.

* * *

Cependant il faut bien reconnaître que cette régularisation n'est pas, pour les professeurs et administrateurs d'université, un droit. Le projet doit donc conserver son caractère d'équitable compensation:

Il en résulte qu'il ne peut être question d'en faire bénéficier que ceux qui ont été réellement privés de cette part de ressources, sur laquelle ils étaient en droit de compter.

Il n'entre donc dans l'idée de personne d'accorder le bénéfice des dispositions du projet de loi, aux professeurs qui, pendant la guerre, se sont créés des ressources ailleurs que dans leurs fonctions.

La Section centrale insiste pour qu'il soit fait une application stricte et rigoureuse de l'article 4 de l'arrêté royal du 28 février 1919.

Cette disposition est ainsi conçue :

« Seront déduits des sommes à liquider, les appointements que les agents désignés aux articles 1^{er} et 3 auraient obtenus en prêtant leur concours à une administration publique ou privée, les gains et bénéfices qu'ils se seraient procurés dans une entreprise industrielle ou commerciale et plus généralement dans l'exercice d'une profession lucrative, ainsi que les allocations qu'ils auraient perçues à titre de réfugiés.

Les intéressés seront tenus de faire la déclaration, certifiée sur l'honneur, du montant de ces appointements, bénéfices, gains et allocations; l'administration exigera le remboursement des sommes qui auraient été payées indûment ».

L'application de cette règle va réduire, dans une très large mesure la dépense à prévoir: il n'est, en effet, pas douteux que le plus grand nombre des fonctionnaires auxquels s'applique le présent projet de loi, se sont créés, soit en Belgique, soit à l'étranger, des ressources qui ont pu compenser la différence de traitement.

Nous nous croyons donc autorisés à diminuer, dans une très forte proportion, le crédit mis à la disposition du Département des Sciences et des Arts et de le réduire au chiffre de 1 million.

* * *

La Section centrale a été aussi appelée à délibérer sur une proposition qui semble se rattacher à l'article 2 du projet.

En voici l'objet.

Après l'armistice, le Gouvernement a fait appel aux professeurs qui venaient d'être mis à la pension et leur a demandé de continuer leurs fonctions, leur faisant entendre qu'ils toucheraient, outre leur pension, un supplément qui leur assurerait le montant du traitement normal.

Les intéressés font remarquer qu'en se mettant ainsi à la disposition de l'État et en reprenant leurs fonctions, ils sont sortis de leur qualité de pensionnés et sont en réalité redevenus provisoirement des fonctionnaires en activité. Ils demandent en conséquence que l'État leur tienne compte de ce temps de services et de l'intégralité de ce qui leur a été payé durant ce même laps de temps, pour fixer le montant de leur pension.

La Section centrale estime que cette réclamation est fondée.

Toutefois elle n'a pas formulé d'amendement; elle se contente de signaler cette particularité à M. le Ministre des Sciences et des Arts, qui jugera sans doute opportun de présenter lui-même un amendement dans le sens qui vient d'être indiqué.

Sous le bénéfice de ces observations, la Section centrale, à l'unanimité, propose à la Chambre l'adoption du projet.

Le Rapporteur,

JULES PONCELET.

Le Président,

H. CARTON DE WIART.

AMENDEMENT DE LA SECTION CENTRALE.

ART. 3.

Il est alloué de ce chef un crédit de *un million de francs (1.000.000 fr.)* à inscrire à l'article 30 du Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1919 (Dépenses arriérées).

ART. 3.

Uit dien hoofde wordt een crediet *vaneen millioen frank (1,000,000 fr.)* toegestaan, uit te trekken op artikel 30 der Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1919 (Achterstallige uitgaven).

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 FEBRUARI 1920.

Wetsontwerp

betreffende de weddeverhooging voor professoren en beheerders-opzieners der Staatsuniversiteiten (1)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp schijnt te zijn ingegeven door een gedachte van rechtvaardigheid.

In de Afdeelingen werden nochtans voorbehoudingen gemaakt : zij uitten de vrees dat men zich later op dit voorstel zou kunnen beroepen en dat het, voor eene reeks ambtenaren die over 't algemeen in welstand verkeerden, zou gelden als eene uitzonderlijke gunst, welke door hun toestand niet zou gewettigd zijn.

Na onderzoek achten wij die bezwaren niet gegrond.

Om zich daarvan te overtuigen, moet men in overweging nemen de gansch bijzondere wijze van bezoldiging, welke de wet aan de professoren en beheerders van hogescholen, tot in het jongste jaar, verleende.

Die bezoldiging bestond uit twee deelen : een eerste deel zijnde de eigenlijke jaarwedde, een tweede en soms het voornaamste deel zijnde de « minervalia ».

Werkelijk bestond de jaarwedde uit die twee deelen.

Gedurende den oorlog waren er echter geen « minervalia », vermits de hogescholen gesloten waren, zoodat de hoogleeraars zich moesten tevreden stellen met het vaste en soms zeer geringe deel hunner jaarwedde.

Na den oorlog heeft de Staat aan al zijn ambtenaren als achterstallen uitbetaald al wat zij wegens hun ambt optrokken. Ten gevolge van den toestand, waarop wij hierboven hebben gewezen, betaalde de Staat aan de hoogleeraars, als achterstallen, slechts een gedeelte van wat zij vóór den oorlog trokken.

(1) Wetsontwerp, nr 27.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Carton de Wiart, bestond uit de heeren Van Hoegaerden, Poncelet, Sap, Ernest, Fischer, Harmignie.

Het is klaarblijkelijk eene tweede tegenstrijdigheid.

Bij de wet van 22 Februari 1919 heeft de wetgever het stelsel van bezoldiging der professoren gewijzigd; hij heeft de « minervalia » afgeschaft en de jaarwedden naar 'verhouding verhoogd. Hij heeft de eerste tegenstrijdigheid aldus weggenomen.

Het was billijk ook de tweede te doen verdwijnen en aan de professoren eene vergoeding toe te kennen voor het verlies dat het vroegere stelsel hun heeft doen ondergaan.

Dit is het doel van dit ontwerp.

Het stelt voor, de wet van 22 Februari 1919 toe te passen vanaf 1 Januari 1917, d. i. vanaf het tijdstip waarop het leven duurder is geworden. Het wil op die wijze de ambtenaren en beheerders van hoogescholelen op gelijken voet stellen met de overige ambtenaren; werkelijk stelt het enkel voor, het deel van hun bezoldiging, dat zij onder den naam van « minervalia » trokken, te beschouwen als een deel hunner wedde.

Het is, wel beschouwd, zelfs geene wet met terugwerkende kracht, maar veeleer eene wet tot regeling.

* * *

Men moet echter wel erkennen dat deze regeling, voor de professoren en beheerders van universiteiten, geen recht is. Het ontwerp moet dus zijn kenmerk van billijke vergoeding behouden.

Daaruit vloeit voort dat het voordeel dier wet enkel kan ten goede komen aan hen, die werkelijk beroofd waren van het deel der inkomsten, waarop zij met recht mochten rekenen.

Het ligt dus in de bedoeling niet, het voordeel der bepalingen van het wetsontwerp te verleenen aan de professoren die, tijdens den oorlog, elders dan in hun ambt bestaansmiddelen hebben gevonden.

De Middenafdeeling dringt er op aan, om artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 Februari 1919 op strenge en onverminderde wijze toe te passen.

Deze bepaling luidt aldus :

« Worden van de te verrekenen sommen afgetrokken de wedden, die de onder artikelen 1 en 3 aangeduide agenten mochten bekomen hebben door hunne medewerking te verleenen aan een openbaar of privaat bestuur, de winsten en baten die zij zouden behaald hebben in eene nijverheids- of handelsonderneming en meer algemeen bij het uitoefenen van een winstgevend beroep, alsmede de sommen die zij als vluchtelingen zouden opgetrokken hebben.

» De belanghebbenden zijn gehouden eene op hunne eer bevestigde aangifte over te leggen van het bedrag dezer wedden, baten, winsten en toelagen; het beheer zal terugbetaling vorderen van de sommen die ten onrechte zouden betaald geweest zijn. »

De toepassing van dezen regel zal de vermoedelijke uitgaven in zeer ruime mate verminderen : het is inderdaad niet twijfelachtig, dat het grootste getal ambtenaren, op wie dit wetsontwerp van toepassing is, hetzij in

België, hetzij in het buitenland, bestaansmiddelen hebben gevonden, welke het verschil van wedde hebben kunnen aanvullen.

Wij meenen dus het crediet, dat ter beschikking van het Departement van Kunsten en Wetenschappen werd gesteld, in zeer ruime mate te mogen verminderen en het op 1 miljoen te brengen.

De Middenafdeeling moest ook beraadslagen over een voorstel, dat schijnt in verband te staan met artikel 2 van het ontwerp.

Ziehier het doel van dit voorstel :

Na den wapenstilstand deed de Regeering een beroep op de hoogleeraars, die pas op pensioen gesteld waren; zij verzocht hen hun ambt voort te blijven uitoefenen, met dien verstande dat zij, behalve hun pensioen, een toeslag zouden ontvangen ten einde hun het normaal bedrag der jaarwedde te verzekeren.

De belanghebbenden doen aanmerken dat, wanneer zij zich op deze wijze tot de beschikking van den Staat stelden en hun ambt weder opnamen, zij ophielden gepensionneerden te zijn en voorloopig opnieuw ambtenaren in werkelijken dienst zijn geworden. Zij vragen dienvolgens dat de Staat hun dezen dienstdtijd ten goede houde en, tot het bepalen van het bedrag van het pensioen, in aanmerking neme de geheele som welke hun gedurende dit tijdsverloop werd uitbetaald.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat deze eisch gegrond is.

Zij heeft echter geen amendement opgemaakt; zij stelt zich tevreden, dit bijzonder geval onder het oog te brengen van den Minister van Wetenschappen en Kunsten die het ongetwijfeld gepast zal oordeelen; zelf een amendement in den aangeduiden zin in te dienen.

Onder voorbehoud van deze aanmerkingen stelt de Middenafdeeling van de Kamer eenparig voor, het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

JULES PONCELET.

H. CARTON DE WIART.

AMENDEMENT DOOR DE MIDDENAFDEELING VOORGESTELD.

ART. 3.

Il est alloué de ce chef un crédit de *un million de francs (1.000,000 fr.)* à inscrire à l'article 30 du Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1919 (Dépenses arriérées).

ART. 3.

Uit dien hoofde wordt een crediet *van een miljoen frank (1,000,000 fr.)* toegestaan, uit te trekken op artikel 30 der Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1919 (Achterstallige uitgaven).